

Vous avez reconnu la musique ? « God Save the Queen » des Sex Pistols.
Et le thème du refrain « NO FUTURE », sans « s ». Evidemment.
C'était en 1977 et les Sex Pistols prédisaient l'effondrement rapide de l'Angleterre juste avant l'arrivée de Margaret Thatcher.
Le mouvement punk était déjà une crise d'identité, une remise en cause violente, comme en connaît le capitalisme régulièrement.
Et c'est bien de cela dont nous allons parler durant les 2 jours qui viennent !

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Il ne vous aura pas échappé que cette édition 2019 est placée sous le signe du changement : nouveau concept, nouveaux formats, nouvelle dimension et même un nouveau lieu.

Pourquoi ce changement, au-delà du phénomène traditionnel d'usure que subit toute manifestation au bout de 20 ans ?

Je vous disais il y a un an, que des sujets brûlants étaient en train de surgir partout en France et dans le monde.

Des questions sur la soutenabilité de la croissance bien sûr, mais aussi sur les inégalités, réelles ou perçues, sur le libre-échange et le commerce mondial, sur le modèle démocratique...

Je vous disais aussi que les entrepreneurs, que le MEDEF, devaient affronter ces défis, se confronter à ceux qui s'opposent, ne pas se replier dans un entre soi certes confortable.

Mais en réalité trompeur.

C'est de cette volonté qu'est née LA REF.

LA REF c'est la Rencontre des Entrepreneurs de France.

Une rencontre entre nous d'abord, la famille du Medef.

Mais aussi avec tous les entrepreneurs, qu'ils soient ou pas adhérents du MEDEF, et surtout avec le reste de la société. Ce que l'on appelle communément la société civile.

Des rencontres qui doivent confronter des points de vue différents. Non pas pour provoquer des polémiques inutiles mais pour débattre. Pour faire surgir des idées et des solutions. Pour appréhender ces questions nouvelles qui nous sont posées.

Et sans vouloir passer pour un oracle, force est de constater que depuis un an les questions que j'avais esquissées devant vous sont devenues majeures pour nos entreprises !

Qui aurait dit il y a un an que le président Trump imposerait des droits de douane sur plus de 250 milliards d'importations chinoises ?

Qui aurait dit que Hong Kong entrerait en rébellion contre la Chine ?

Qui aurait dit que l'Allemagne serait au bord de la récession ?

Qui aurait dit qu'un traité de libre-échange négocié pendant 20 ans avec le Mercosur, serait d'abord combattu par une alliance improbable allant de la FNSEA aux écologistes ?

Qui aurait dit qu'il serait finalement suspendu après des incendies géants en Amazonie ?

Qui aurait dit il y a un an qu'une vidéo Facebook contre l'augmentation des taxes sur les carburants et la limitation à 80Km/h dégènerait en émeutes contre la démocratie représentative ?

Au fond, derrière tous ces syndromes, c'est l'idée libérale qui est profondément remise en cause par tous et de tous les côtés.

L'idée libérale au sens original du terme : c'est-à-dire la conviction que la liberté, et particulièrement la liberté d'entreprendre est créatrice à la fois d'épanouissement pour les individus mais aussi de progrès collectif.

Il y a quelques mois Vladimir POUTINE déclarait au Financial Times « l'idée libérale est devenue obsolète » et il ajoutait « le libéralisme est maintenant en opposition avec les intérêts de la très grande majorité de la population ». Juste avant l'été, c'était Nicolas Hulot qui déclarait sur RMC « le libéralisme est incompatible avec les enjeux écologiques ».

On peut bien sur balayer d'un revers de la main les propos de Vladimir POUTINE, ou de Nicolas Hulot. Mais je crois que ça serait une erreur et même une faute. Car cet assaut conjugué et inattendu contre l'idée libérale est bien plus large que ce tandem contre-nature.

L'idée libérale est née en France au siècle des Lumières. Elle a connu sa première traduction politique avec la révolution française. Puis progressivement elle s'est répandue à travers le monde jusqu'à devenir, ou en tous cas apparaître, comme le système universel après la chute du mur de Berlin.

Elle devait marquer la « fin de l'histoire » en nous faisant sortir de l'ère des idéologies pour entrer dans celle de l'épanouissement généralisé de l'humanité. Mais les choses ne se sont pas passées comme prévues. Aujourd'hui, on ne peut plus croire que les démocraties libérales sont sans rivales dans le monde.

Dans « La fin des libertés », la philosophe Monique Canto-Sperber souligne un point terrible : les peuples manifestent une forme de fatigue et de lassitude à l'égard de la liberté.

Aujourd'hui c'est l'idée libérale qui est remise en cause partout et par tous :

Par ceux qui considèrent que les inégalités sont devenues insupportables ;

Par ceux qui se considèrent assez puissants pour revenir au protectionnisme ;

Par ceux qui considèrent que la liberté politique et la démocratie sont des facteurs de désordre et d'instabilité ;

Par ceux qui considèrent que produire c'est nécessairement détruire la planète et qu'il faut donc rentrer en décroissance ;

Par ceux enfin qui croient que l'identité ou l'appartenance à une nation ou à une race comptent plus que la liberté.

Ces questions, elles sont posées partout dans le monde.

Elles sont légitimes, nous ne pouvons les ignorer.

C'est pourquoi nous avons choisi de les affronter avec ce titre un peu provocateur de « NO (s) FUTUR(s) ».

Mais « NO (s) Futurs(s) », avec des « s » cette fois, c'est pour nous la conviction que les entrepreneurs réussiront, comme à chaque fois à retrouver un futur, à réinventer le modèle de l'économie de marché.

La conviction que les solutions sont dans nos mains et dans nos cerveaux d'entrepreneurs.

La conviction que si nous sommes parfois à la racine du problème, nous sommes aussi et surtout la solution.

Et c'est l'objectif de nos 2 jours de débats et de controverses.

C'est Valéry Giscard d'Estaing qui disait que : *l'« on ne guérit pas les plaies en les léchant avec une langue de bois »*. Rassurez-vous chers amis, il n'y aura aucune langue de bois et aucun sujet ne sera mis de côté !

A commencer par le sujet du changement climatique. Il est au cœur des préoccupations des entrepreneurs, comme il est au cœur de celles de nos concitoyens.

(Aparté développement durable REF)

Demain soir pour clôturer LA REF, près de 100 entreprises viendront témoigner du bilan chiffré de leurs engagements sur le climat.

Des engagements pris au MEDEF il y a maintenant 18 mois.

Ces entreprises prendront de nouveaux engagements pour accélérer encore la baisse des émissions carbone.

Les politiques nous promettent la neutralité carbone pour 2050.

On peut y croire ou ... pas ! Mais les adhérents du MEDEF, eux, ont pris des engagements. Des engagements concrets. Des engagements quantifiables.

Des engagements vérifiables. Ils en rendront compte aux parties prenantes régulièrement, dans une logique que l'on connaît bien dans le monde de l'entreprise.

Certains pourront trouver ces engagements trop lents ou insuffisants.
Face à l'urgence climatique, bien sûr, on ne va jamais assez vite !
Mais contrairement aux promesses électorales, ces engagements seront tenus !
Car ils sont consentis librement.

Après le climat, nous aborderons le sujet hautement inflammable de l'égalité et de l'inégalité.

Disons-le d'abord, la phase de mondialisation accélérée et la croissance rapide de ces trente dernières années ont permis à plus d'un milliard de personnes de sortir de l'extrême pauvreté.

En Asie, en Afrique, à l'est de l'Europe, des classes moyennes ont émergé.

Des fortunes, parfois immenses, sont apparues.

Au risque de choquer, je pense que les inégalités sont nécessaires pour récompenser les talents.

Souvenons-nous de la Suède des années 70 !

Mais en même temps dans les pays développés, les classes moyennes et populaires ont vu leur revenu stagner ou parfois même régresser.

La prospérité n'a pas toujours été justement partagée.

Ce phénomène mondial a pris une résonance particulière en France avec le mouvement des gilets jaunes. Particulière, y compris dans sa violence nihiliste, mais aussi paradoxale, dans le pays occidental qui redistribue le plus !

Et où, par voie de conséquence les inégalités sont les plus faibles et les plus stables.

Pour comprendre ce paradoxe, je vous invite à lire le document publié par la commission économie sur le site web du MEDEF.

Il explique très clairement que les inégalités françaises sont avant tout des inégalités de destin.

Paradoxalement, le système redistributif accentue ces inégalités de destin.

L'ascenseur social, pas plus que l'escalier, ne fonctionne dans notre pays :

Il faut 6 générations pour qu'un fils d'ouvrier change de catégorie sociale.

Le véritable scandale français ce n'est pas que certains gagnent beaucoup d'argent grâce à leur talent, mais c'est que tous ne puissent pas en avoir l'opportunité.

Ces inégalités de destins sont la négation même de l'idéal libéral que je défends. Depuis plus de 10 ans que je suis engagé dans le syndicalisme patronal, c'est le combat que je mène : faire en sorte que l'entreprise offre sa chance à tous. Car là aussi les entrepreneurs ont des réponses : c'est dans les entreprises privées que l'on embauche sans diplôme et sans concours.

Nous parlerons bien sûr de géopolitique mondiale à l'heure de la nouvelle guerre froide économique.

Je l'avais évoqué il y a un an. Nous vivons un tournant majeur des relations internationales. Le bras de fer entre les Etats-Unis et la Chine n'est pas un phénomène passager lié aux personnalités des dirigeants actuels. Le commerce devient la continuation de la guerre par d'autres moyens !

Ce sujet de la régulation de la mondialisation est central.

Il est central pour réconcilier nos concitoyens avec l'idée libérale.

C'est pourquoi, en accueillant le B7— le B7 c'est le G7 des organisations d'employeurs— il y a quelques semaines à Aix, j'ai pris l'initiative pour la première fois, d'inviter nos homologues du L7, le Labour 7, l'union des syndicats des pays du G7, et de signer avec eux une déclaration commune sur la nécessité d'une croissance mondiale plus inclusive.

Alors certains pourront y voir une simple déclaration diplomatique destinée à rejoindre les étagères.

Je crois au contraire que le fait que toutes les organisations d'employeurs, y compris américaines, s'associent au niveau mondial avec leurs homologues syndicales est en soi un signe très fort.

En matière internationale, nous ne serons pas naïfs. Il faut parler avec tout le monde mais aussi montrer notre force et notre détermination. C'est pourquoi nous soutenons l'initiative française de taxation des GAFA.

C'est assez rare que le MEDEF soutienne un impôt. Surtout quand c'est un impôt absurde, car basé sur le chiffre d'affaires. Et pourtant nous le soutenons. Pourquoi ? Parce que c'est un signal politique.

Le libéralisme que nous voulons c'est une concurrence stimulée par l'innovation mais pas par l'asymétrie fiscale.

Nous aurions préféré bien sûr que celle-ci soit décidée au niveau européen ou au niveau de l'OCDE et l'accord trouvé au G7 est un accord raisonnable.

Tous les pays ont aujourd'hui intérêt à taxer les géants du numérique dans les pays de consommation.

Nous parlerons bien sûr de l'avenir de l'Europe et forcément du Brexit.

Lors de la dernière université d'été, en recevant le numéro 2 du gouvernement de madame MAY, je vous mettais en garde sur les risques de Brexit sans accord. Eh bien nous y voilà ! Mais là aussi nous devons montrer force et détermination. Ne pas laisser les anglais avoir le beurre et l'argent du beurre et éventuellement d'autres avantages...

On ne peut pas laisser l'Angleterre être en dehors de l'Union et avoir les avantages de l'Union.

Au fond, ces deux jours de débat et de réflexions seront réussis si nous parvenons à démontrer que, non Mr Poutine : l'idée libérale n'est pas obsolète. Bien au contraire.

Elle doit certes se réinventer. Elle doit certes être régulée.

Le libéralisme ce n'est pas la jungle mais au contraire un système de règles et un Etat de droit.

Cette idée libérale est la seule qui concilie prospérité et consensus démocratique.

Réconcilier l'opinion avec l'idée libérale c'est le but que je nous fixe, c'est le but que je fixe à LA REF 2019.

Certains d'entre vous se demandent peut-être pourquoi un syndicat patronal ne se contente pas de rester sur son terrain de jeu traditionnel.

C'est-à-dire réclamer moins de charges et moins d'impôts.

Je vous rassure, nous allons continuer à le faire avec constance et avec détermination.

Mais je crois que comme disait Cyrano dans la tirade du nez « c'est un peu court ».

Trop longtemps nous avons laissé la recherche de l'intérêt général à l'Etat.

Mais dans un monde de disruption, de nouvelles aspirations de la société, de multiplication des parties prenantes, l'Etat n'a plus le monopole de l'intérêt général.

Je vous le dis chers amis, au même titre que les syndicats de salariés, au même titre que les ONG, les entrepreneurs sont dépositaires d'une partie du bien commun.

Pas plus que les autres parties prenantes, mais pas moins non plus.

L'agilité et la réactivité que demandent ce monde changeant constituent le quotidien des entrepreneurs. Votre quotidien.

Alors, qui de plus légitimes que vous, que nous, pour parler de ce changement et trouver ensemble les solutions aux défis contemporains ?

Je suis convaincu que de ces deux jours de débat naîtront des solutions pour notre futur. Ou plutôt devrais-je dire pour « nos futurs ».

Si je suis aussi confiant, c'est parce que lorsque je regarde l'année écoulée, le MEDEF a su prendre à bras le corps les défis du changement.

Dans ce monde en mutation il était indispensable que l'organisation qui les représente montre l'exemple et évolue.

C'est pourquoi, nous avons lancé avec Patrick Martin la plus grande réforme depuis la création du MEDEF il y a 20 ans.

Cette réforme vous l'avez plébiscitée avec 97% des suffrages.

Ce score prouve que l'envie de changement et la soif de transformation sont bien présentes au sein du MEDEF.

Je remercie les fédérations et les territoires de métropole et d'outre-mer qui m'ont fait confiance. Bravo et merci à vous !

Cette réforme nous place au cœur des nouvelles aspirations de la société.

Nous les avons résumées par une raison d'être. Notre raison d'être.

Agir ensemble pour une croissance responsable.

Derrière ces mots, il y a des actes. Derrière ces mots, il y a des engagements forts. Nous nous sommes engagés pour une féminisation accélérée de nos instances.

De même, pour que le MEDEF soit le reflet de la réalité du terrain, nous avons renforcé le poids et les moyens du réseau territorial.

Enfin, comme je m’y étais engagé nous nous priverons dès l’année prochaine du financement paritaire pour mieux affirmer notre indépendance.

A côté de cette grande réforme interne, j’ai souhaité que le MEDEF ne soit pas seulement un MEDEF de combat, c’est important, mais aussi un MEDEF de propositions.

Nous avons pris part aux grands débats qui animent notre société en affirmant notre rôle d’apporteur de solutions.

Lorsque la France a été traversée par la révolte des gilets jaunes, les chefs d’entreprise, les adhérents du Medef n’ont pas attendu que l’Etat agisse.

Ils ont répondu présents.

Nous avons répondu présents en nous engageant massivement dans le versement de la prime défiscalisée.

Je regrette d’ailleurs que les pouvoirs publics n’aient pas davantage salué cet effort : 408 000 entreprises qui ont versé une prime de 450 euros en moyenne à plus de 5 millions de leurs salariés ! Bravo et merci à vous.

Je n’ai pas souvenir que l’Etat employeur ait été en pointe sur ce sujet !

Les premiers nous avons aussi pointé du doigt la question de la mobilité.

Elle est très souvent un frein à l’emploi ou au pouvoir d’achat de nos salariés.

Nous avons proposé la création d’un chèque mobilité volontaire, sur le modèle du ticket restaurant.

Vous le voyez, comme je l’avais promis les entreprises ont joué le jeu. Vous avez joué le jeu ! Bravo et merci !

Un mot maintenant sur l’action du gouvernement.

L’assurance chômage d’abord : je ne reviens pas sur les circonstances de la négociation. Elles rendaient son échec quasi-inévitable. Le gouvernement a été cohérent avec le programme présidentiel, que ce soit coté demandeurs d’emploi ou coté entreprise.

Avec cette réforme, l’écart entre le revenu du travail et le revenu de remplacement sera suffisant pour mieux inciter la plupart des demandeurs d’emploi à reprendre une activité.

En particulier dans les métiers en tension. C’est le côté positif de cette réforme. Il crédibilise l’objectif d’un taux de chômage à 7%.

Et puis il y a le fameux Bonus-Malus.

Ah, le Bonus-Malus !

Au fond, il a toutes les caractéristiques des réformes sociales françaises depuis 30 ans : au départ cela part d'une bonne intention, lutter contre la précarité. Mais à la fin ça se termine par une usine à gaz à laquelle personne, ni l'entrepreneur, ni le salarié, ne comprend rien.

Et bien sûr cela ne s'applique pas à l'Etat employeur qui comme chacun sait n'emploie pas de contrats courts !

Un mot ensuite sur les retraites et la concertation qui s'engage : les français sont intelligents, ils ont compris que dans un système par répartition et avec le vieillissement de la population il faudra travailler plus longtemps.

Je suis convaincu qu'ils sont prêts à faire cet effort mais à deux conditions :

D'abord que l'effort soit justement réparti entre tous, public et privé y compris les régimes spéciaux.

Et d'autre part que nous, les entreprises, nous fassions un véritable effort pour conserver et employer nos salariés de plus de 60 ans.

Là aussi le MEDEF a fait et fera des propositions.

Le projet présenté en juillet par Jean-Paul Delevoye respectait globalement cette philosophie même si beaucoup de points demandaient à être éclaircis.

C'est pourquoi, jusqu'à lundi soir, nous soutenions globalement cette réforme en tous cas, dans sa philosophie générale.

Mais lundi soir comme vous j'ai écouté le Président de la République indiquer sa préférence pour augmenter la durée de cotisation plutôt que de repousser l'âge de la retraite à travers un âge pivot. Mais je l'ai entendu aussi réaffirmer l'objectif d'équilibrer les régimes en 2025.

Pour moi ce sont deux injonctions contradictoires.

Or, là aussi les chiffres sont têtus.

Accélérer la réforme de 2015 qui augmente la durée de cotisations rapporterait au maximum 5 milliards d'euros.

Ça ne suffira pas ... sauf à décider d'aller au-delà de 43 ans.

Mais sommes-nous prêts à demander à des jeunes diplômés qui démarrent à 25 ans aujourd'hui de travailler au-delà de 70 ans ?

NON la seule solution c'est de combiner l'âge et la durée de cotisation car sinon nous serons dans une impasse financière.

Bien sûr il faut prendre en compte les carrières longues et il est logique que quelqu'un qui a commencé à travailler à 18 ans puisse partir plus tôt.

Mais il est indispensable de bouger le paramètre de l'âge.

C'est seulement à ces conditions que le MEDEF soutiendra cette réforme ambitieuse et nécessaire.

Nous resterons attentifs à l'équité de la réforme en particulier dans l'utilisation des réserves.

Il ne faudrait pas que les régimes « fourmis » paient pour les régimes « cigales ». Ou dit moins poétiquement : que les réserves des salariés du privé financent les retraites des fonctionnaires.

Il est indispensable que le gouvernement continue à refuser le confort de l'immobilisme et à choisir le courage de la réforme.

Ce qu'il a fait depuis deux ans sur beaucoup de sujets. Mais pas sur tous.

Car il est une ombre menaçante qui plane sur l'économie française depuis trop longtemps, c'est bien sûr celle de la dépense publique et de son corollaire inévitable : la dette.

On peut dire que dans ce domaine, il n'y a ni ancien monde ni nouveau monde. Il y a malheureusement une tradition française bien établie.

Car depuis 1974, année après année, et toujours avec de bonnes raisons, la dépense publique et la dette s'accroissent inexorablement.

Les taux négatifs, la relative bonne santé de la croissance française nous donnent un sursis...mais jusqu'à quand ?

Que se passera-t-il si nous entrons en récession ?

Et surtout ces 57% de la richesse nationale qui partent dans la dépense publique nous interdisent à tout jamais une fiscalité compétitive.

Pour autant, les entrepreneurs français abordent cette rentrée de manière constructive et optimiste. Conscients de leur devoir et conscients de leurs responsabilités.

A chaque fois que les pouvoirs publics nous feront confiance, nous répondrons présents. Un simple chiffre pour illustrer mes propos : entre début 2015 et mi 2019 les entreprises privées françaises ont créé pas moins de 936 000 emplois. (1 million d'emplois).

2015, c'est le début de la baisse des charges et du pacte de compétitivité.

C'est pour ces raisons que je suis fier d'être Président du MEDEF.

Je suis fier de nos entreprises. Je suis fier de leur engagement au service du pays, au service de la France.

Oui je suis fier de vous.

Fier de votre courage et de votre énergie ;

Fier de votre ambition ;

Fier de votre volonté à affronter les défis du 21e siècle ;

Fier de votre détermination à construire un monde meilleur.

Ce monde de demain, c'est ensemble que nous allons le construire.

Je vous souhaite, et je nous souhaite, deux très belles journées de réflexion, de débats, d'échanges et d'action.

Merci à toutes et à tous.

Vive les entrepreneurs. Vive la France.